Conséquences pratiques pour les parties et leurs conseils

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Choisir Singapour comme siège

Pour une transaction commerciale asiatique, Singapour offre une loi fondée sur la loi type de la CNUDCI, des tribunaux expérimentés, une institution établie et un large vivier d'arbitres. C'est un choix naturel lorsque les parties viennent de différentes juridictions asiatiques, lorsque des avoirs pourraient devoir être localisés à Singapour ou lorsque le contrat est régi par le droit anglais ou singapourien. Une maison de négoce genevoise qui vend des cargaisons à des acheteurs indonésiens ou indiens peut constater qu'un siège à Singapour est plus acceptable pour sa contrepartie qu'un siège européen, tout en conservant un droit des contrats de common law familier à ses banques.

Ce choix a des conséquences qu'il convient de régler dès la rédaction du contrat. Le siège détermine quels tribunaux peuvent annuler la sentence et pour quels motifs. L'institution et son règlement déterminent la procédure, les frais et les outils disponibles pour les mesures urgentes. Lorsque les parties n'ont pas choisi expressément le droit applicable à la convention d'arbitrage, les tribunaux singapouriens appliqueront leur critère en trois étapes.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Liste de contrôle pour la rédaction d'une clause d'arbitrage à Singapour

- Désigner expressément Singapour comme siège et le distinguer du lieu des audiences.
- Choisir l'institution et le règlement (SIAC Rules 2025, règlement de la CCI, règlement de la CNUDCI avec le SIAC comme autorité de nomination) et renvoyer à l'édition en vigueur.
- Indiquer expressément le droit applicable à la convention d'arbitrage, afin que le critère en trois étapes de *BCY v BCZ* ne soit pas nécessaire.
- Fixer le nombre d'arbitres, le mode de nomination et la langue de l'arbitrage.
- Examiner si la procédure simplifiée (Streamlined Procedure) ou accélérée (Expedited Procedure) doit s'appliquer, compte tenu des seuils de 1 million de S$ et de 10 millions de S$.
- Doter les contrats liés de clauses compatibles, afin que la jonction ou la coordination selon le règlement du SIAC reste possible.
- Vérifier que les avoirs de la contrepartie se trouvent dans des États parties à la Convention de New York et relever d'éventuelles réserves de réciprocité.
- Traiter la confidentialité, le financement par des tiers et la divulgation qu'exige le règlement du SIAC.
- Pour les contrats de matières premières et de transport maritime, vérifier si une clause type (GAFTA, BIMCO, SCMA) s'applique et s'il convient de la modifier.
- Lorsqu'une contrepartie ou ses propriétaires pourraient faire l'objet de sanctions, examiner les conséquences pour les paiements, les frais et l'exécution.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com